vinetur

Les groupes britanniques du secteur des spiritueux exhortent le Royaume-Uni à réduire les droits d’accise après une baisse de 15,3 % des ventes de spiritueux

Les organisations professionnelles estiment que trois années de prélèvements plus élevés ont pesé sur la demande, laissant les recettes d’accise 2025/26 sous le niveau de 2022/23

vendredi 11 septembre 2026



Les groupes britanniques du secteur des spiritueux font pression sur le gouvernement britannique pour qu'il réduise les droits d'accise sur l'alcool avant le prochain budget d'automne, après avoir fait état d'une forte baisse des volumes de ventes au cours des trois derniers exercices et soutenu que les hausses d'impôts répétées n'ont pas permis d'accroître les recettes du Trésor.

La Wine and Spirit Trade Association a indiqué que les volumes de spiritueux vendus au Royaume-Uni ont reculé de 15,3 % entre les exercices 2022/23 et 2025/26. Sur la même période, les volumes de vin tranquille ont chuté de 8 % et ceux de vin muté de plus de 22 %. L'association a expliqué que ce repli faisait suite à un nouveau régime de droits d'accise introduit en 2023, puis à deux nouvelles hausses des droits.

La Scotch Whisky Association, qui appelle elle aussi à une baisse, a indiqué que les droits sur les spiritueux ont augmenté d'environ 17 % au cours des trois dernières années. Elle a soutenu que ces taux plus élevés ont accru la pression sur les producteurs et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, tandis que les recettes du Trésor tirées des droits d'accise en 2025/26 se sont finalement établies en dessous du niveau enregistré en 2022/23. Aucun des deux groupes n'a publié les litres

vendus sous-jacents ni les montants absolus des recettes dans les documents diffusés cette semaine, de sorte que l'ampleur des évolutions des ventes physiques et des recettes fiscales ne peut pas être calculée indépendamment à partir des seules déclarations.

La nouvelle offensive de lobbying a obtenu un soutien politique en Écosse. Jeudi, le premier ministre écossais John Swinney a publiquement appelé le gouvernement britannique à soutenir le secteur du Scotch whisky et à réduire les droits d'accise sur les spiritueux dans le budget du mois prochain. Sa déclaration faisait suite à une réunion avec le conseil des entreprises membres de la Scotch Whisky Association.

M. Swinney a déclaré que les hausses de droits avaient exercé une « pression indue » sur le secteur et a dit soutenir les appels demandant au gouvernement britannique de remédier à ce qu'il a décrit comme un traitement injuste. La Scotch Whisky Association a estimé qu'une baisse des droits aiderait les distillateurs, les fournisseurs, les entreprises de l'hôtellerie-restauration et les consommateurs, alors que le secteur continue de faire face à des perturbations sur les marchés d'exportation ces dernières années ainsi qu'à des pressions plus larges sur les coûts.

L'argumentaire des groupes professionnels repose sur l'idée que des taux d'imposition plus élevés ont renchéri les prix pour les consommateurs, fait baisser la demande et n'ont pas apporté l'avantage attendu aux finances publiques. La Wine and Spirit Trade Association a indiqué que les prévisions de l'Office for Budget Responsibility ont été trop optimistes en supposant que les hausses des droits sur l'alcool rapporteraient davantage d'argent au Trésor. Le groupe a ajouté que la baisse des ventes a mis à mal cette attente.

La prochaine hausse potentielle évoquée par les organisations professionnelles n'a pas été approuvée. La Wine and Spirit Trade Association a indiqué que si les droits augmentaient conformément à l'indice des prix de détail, à hauteur estimée de 2,9 % dans le budget d'automne, cela ajouterait environ £0.31 aux droits sur une bouteille de gin, £0.11 sur une bouteille de vin rouge et £0.10 sur une bouteille de Prosecco. L'association a averti qu'une nouvelle hausse frapperait des entreprises déjà confrontées à des coûts de main-d'œuvre plus élevés, aux business rates et à de

nouvelles redevances liées aux emballages.

Les deux groupes présentent la question non seulement comme un différend fiscal, mais aussi comme un enjeu économique plus large. La Wine and Spirit Trade Association a indiqué que le secteur des boissons soutient plus de 400 000 emplois dans l'ensemble du Royaume-Uni, dont 60 % dans l'hôtellerie-restauration. La Scotch Whisky Association a précisé qu'environ 70 % des spiritueux britanniques sont produits en Écosse et que les spiritueux représentent 38 % des bénéfices de l'hôtellerie-restauration, ce qui rend la question particulièrement importante pour les producteurs et les établissements écossais.

Les producteurs de Scotch whisky ont également relié le débat fiscal intérieur aux conditions des marchés d'exportation. L'association a indiqué que le secteur a traversé plus de six années de turbulences à l'étranger, mais qu'il a observé une certaine amélioration en 2026 grâce à un meilleur accès au marché dans des destinations comme les États-Unis et l'Inde. Elle a soutenu qu'un alourdissement moindre de la fiscalité sur le marché intérieur aiderait les entreprises à investir et à tirer parti de ces ouvertures.

La campagne de lobbying intervient alors que les ministres préparent le budget dans un contexte de pression plus large sur les revenus des ménages et les coûts des entreprises. Les organisations professionnelles estiment qu'un taux de droits plus bas soutiendrait la consommation, aiderait les entreprises à se redresser et pourrait, à terme, accroître les recettes du Trésor en augmentant les volumes. Cette affirmation reflète la position centrale de l'action de lobbying du secteur, mais il s'agit d'un argument avancé par des organisations professionnelles et non d'une politique gouvernementale annoncée ni d'une prévision budgétaire vérifiée de manière indépendante.

La Wine and Spirit Trade Association et la Scotch Whisky Association sont toutes deux des groupes de défense représentant l'industrie des boissons, et leurs déclarations ont été publiées dans le cadre de contributions budgétaires et d'une campagne publique. Leurs chiffres devraient accentuer la pression politique sur le Trésor, surtout après l'intervention de M. Swinney, mais le gouvernement n'a pas encore annoncé de

décision finale sur les droits d’accise pour le budget d’automne.

Le débat devrait être suivi de près dans l’ensemble du commerce des boissons, du secteur de l’hôtellerie-restauration et des administrations dévolues, car il réunit d’un coup plusieurs questions concurrentes : le coût de la vie pour les consommateurs, la santé financière des pubs et des restaurants, le soutien à l’industrie manufacturière en Écosse et dans d’autres parties du Royaume-Uni, et la question de savoir si les hausses répétées des droits d’accise contribuent ou nuisent aux recettes publiques. Pour l’heure, la question immédiate est de savoir si le Trésor suivra la trajectoire attendue liée à l’inflation ou s’il acceptera la demande de baisse formulée par le secteur.